

Bulletin du FMI

RAPPORT SUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE DANS LE MONDE

Les travaux pour un système financier mondial plus sûr n'ont pas encore abouti

Bulletin du FMI en ligne
25 septembre 2012



La réforme de la réglementation des marchés des dérivés financiers vise à les rendre plus transparents (photo : Von Brauchitschi/Newscom)

- Cinq ans après le début de la crise, la situation du système financier mondial n'est toujours pas satisfaisante
- Davantage reste à faire pour mettre en œuvre le programme de réformes et rendre le secteur plus transparent et moins complexe
- Il reste à s'attaquer au «secteur bancaire parallèle» et aux établissements «trop importants pour faire faillite»

Toute une série de réformes réglementaires sont en voie d'application à travers le monde pour rendre le système financier plus sûr, mais une étude du Fonds monétaire international (FMI) montre que les instances de réglementation, les autorités de surveillance et le secteur privé ont encore beaucoup de travail à faire pour asseoir le système financier sur des bases plus solides.

Cinq ans après le début de la crise financière mondiale, le FMI estime que les réformes vont certes dans la bonne direction, mais qu'elles n'ont pas encore établi un ensemble plus sûr de structures financières et que certaines questions délicates restent à régler.

«Si les intentions des autorités sont nettes et positives, les réformes n'ont pas encore permis de mettre en place un ensemble plus sûr de structures financières du fait, en partie, que les interventions nécessaires dans certains pays et régions pour faire face à une crise persistante se font attendre, ce qui retarde le "redémarrage" du système sur des bases plus sûres», a noté le FMI dans un des chapitres analytiques de son Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

La crise financière mondiale qui a commencé sur le marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis avant de s'étendre au monde entier, a provoqué le plus grave ralentissement de l'activité économique que le monde ait connu depuis la Grande dépression, a mis au chômage des millions de personnes et obligé les pouvoirs publics à renflouer un certain nombre d'établissements financiers importants.

Dans la bonne direction

L'analyse intitulée *An Interim Report on Progress Toward a Safer Financial System* (rapport intérimaire sur les progrès vers un système financier plus sûr) indique que les réformes vont dans le bon sens «pour rendre les marchés et les établissements plus transparents, moins complexes et moins dépendants du levier financier».

Ses auteurs estiment toutefois que les réformes doivent être encore affinées dans certains domaines, que leur mise en œuvre nécessite beaucoup plus de travail et que le système reste souvent vulnérable et trop complexe et les activités trop concentré sur les grands établissements. Le recours aux financements hors dépôts est considérable, les liens entre établissements financiers nationaux sont très étroits et les produits financiers complexes prennent de nouvelles formes.

«La bonne nouvelle est que la mondialisation financière ne semble pas avoir été sérieusement remise en cause (malgré les revirements de certains pays touchés par la crise), mais cela signifie aussi qu'en l'absence de mesures appropriées, les économies fortement intégrées restent vulnérables à des effets de contagion transfrontaliers dommageables», peut-on aussi lire dans ce rapport.

La réforme bancaire comme point de mire

Pour les auteurs du rapport, les réformes effectuées jusqu'à présent ont surtout concerné le secteur bancaire et visé à rendre plus coûteuses certaines activités risquées.

Le relèvement du niveau des fonds propres et des volants de liquidités exigés dans le cadre du dispositif réglementaire dit «Bâle III» devrait permettre aux établissements financiers de mieux résister aux crises. La réforme de la réglementation des marchés de produits dérivés visant à les rendre plus transparents pourrait aussi améliorer la situation dans le domaine de la quantification des risques présentés par ces produits, et atténuer certains des risques de contrepartie.

Le rapport indique que les banques s'adapteront probablement aux nouveaux coûts de diverses façons, dont certaines n'auront peut-être pas été initialement visées. Il fait observer que des produits novateurs sont déjà en cours d'élaboration pour contourner certaines des nouvelles réglementations. Les nouvelles normes bancaires encourageront peut-être le transfert de certaines activités vers le secteur financier non bancaire qui échappe à ces normes.

Il est également possible que les grands groupes bancaires, mieux à même d'absorber les coûts imposés par les réglementations grâce aux économies d'échelle dont ils jouissent, dominant davantage certains marchés et en accentuent ainsi la concentration.

«Le faible niveau des taux d'intérêt est essentiel pour le moment, mais il peut également être source de vulnérabilités à l'avenir. C'est maintenant qu'il faut avertir les autorités de réglementation et de surveillance des effets secondaires possibles de ces mesures liées à la crise, pour que, par la suite, elles ne soient pas surprises par de nouveaux risques» a déclaré Laura Kodres, responsable des analyses de la stabilité mondiale au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, lors de la conférence de presse organisée à Washington pour la publication de l'étude.

«Nous ne voyons pas encore les effets des réformes; elles ont de longs délais de mise en œuvre et la crise n'est pas terminée. Nous offrons cependant un cadre qui peut servir à évaluer

l'impact des réformes sur la structure de l'intermédiation à l'avenir, une fois la situation redevenue plus calme», a-t-elle ajouté.

Il y a encore beaucoup à faire

Malgré les nets progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de réformes, le rapport signale que le travail devra être affiné dans certains domaines et mentionne notamment les aspects suivants :

- la nécessité de discussions au niveau mondial sur les avantages et les inconvénients de l'imposition de restrictions directes à **certains métiers** pour les banques, au lieu d'exiger simplement qu'elles détiennent davantage de fonds propres pour se consacrer à ces activités;
- la surveillance des **établissements financiers non bancaires** qui posent des risques systémiques dans le secteur bancaire dit «parallèle» avec, le cas échéant, l'imposition d'une série de normes prudentielles;
- une réflexion approfondie sur les façons d'encourager l'utilisation de **produits et de structures d'organisation plus simples**;
- la réalisation de nouveaux progrès dans la solution des problèmes posés par les grands établissements financiers en difficulté y compris la **résolution transfrontalière des défaillances** pour mieux ancrer les bienfaits de la mondialisation financière.

Le rapport ajoute que la réussite des réformes en cours et à venir passe par un renforcement de la supervision, par des dispositifs d'incitation pour obtenir l'adhésion du secteur privé, par la volonté politique d'appliquer les réglementations et par la mobilisation des ressources nécessaires à un système financier plus simple et plus sûr.